

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Grandes manœuvres dans le dos des sidérurgistes

Vigilance

LE PCF, le PS et le RPR réclament une session extraordinaire du Parlement sur l'emploi et le chômage. Le PCF déclarait dans *l'Humanité* : « Le Parlement doit être évidemment réuni. Six mois ont été déjà perdus et c'est beaucoup ». Le PS s'autoproclame le premier demandeur de cette session extraordinaire. Le RPR exige aussi cette séance exceptionnelle de l'Assemblée des députés « pour informer le gouvernement qui serait insuffisamment au courant de la situation économique et sociale actuelle ».

Le gouvernement a d'ores et déjà accordé son aval à cette proposition. Il est question dans les coulisses des hauts lieux de créer deux commissions parlementaires d'enquête. Une examinerait les données de l'emploi et du chômage ; l'autre prendrait en charge l'information publique.

Comment une telle proposition a-t-elle pu voir le jour ? Les députés RPR seraient-ils particulièrement émus du sort des chômeurs, par exemple ?

Non ! La montée de la colère des travailleurs, la détermination à conserver un emploi ou à en obtenir un sont les seules raisons plausibles de l'émoi de la classe politique.

Mais que peut-on attendre d'une telle séance ?

De longs discours enflammés, des chapelets de simagrés et de fausse compassion. Peut être un vote qui condamnerait la politique à grande échelle de restructuration du gouvernement ?

En fait, cette session ne serait qu'un prétexte aux différents partis politiques « à se faire mousser ». Car il est sûr que les différents états-majors vont se saisir d'elle, pour ne plus parler que d'elle, pour faire converger les espérances, les espoirs des travailleurs vers elle et ses issues. Et ce d'autant qu'avec les autres travailleurs, de très nombreux militants socialistes et communistes sont à 180 kilomètres/heure dans la bataille, sur le terrain, à débrayer, à manifester à occuper. Cette situation échappe de plus en plus aux états-majors politiques et les inquiète.

Ces grandes manœuvres parlementaires doivent requérir toute notre vigilance. Après l'échec des opérations menées par Boulin et Giraud, afin de désamorcer la lutte des sidérurgistes, pour mieux persister dans leurs plans de licenciements, à quoi peut bien servir un débat parlementaire. Le risque est grand de voir se multiplier les tentatives pour réduire la lutte des travailleurs au rôle de soutien aux interventions des ténors parlementaires.

Cette voie serait celle de l'échec.

Nathalie VILLOTIERS

APRES l'opération Boulin-Giraud, unanimité du PCF, du PS et du RPR pour entraîner sur le terrain piégé du Parlement, la lutte des sidérurgistes qui leur échappe de plus en plus. Ces grandes manœuvres visent à déposséder les travailleurs de la direction de leur lutte et à les réduire au rôle de soutien des ténors du Parlement.

Mais si les sidérurgistes luttent pour annuler les licenciements, les ténors du Parlement vont parler de la santé de l'économie capitaliste. La vigilance s'impose.

Voir pages 4 et 5



Les sidérurgistes se sont attaqués hier à la chambre patronale de la sidérurgie de Valenciennes.

A l'ONU et sur le terrain

Hanoï bloque toute négociation

LA situation semblait assez calme sur le front militaire où il semble que l'armée chinoise ait stoppé, ou du moins ralenti volontairement sa progression afin de faciliter la tenue de négociations.

A l'ONU, les discussions ont repris mercredi mais toute possibilité d'accord au Conseil de sécurité se heurte au veto soviétique à la proposition majoritaire soutenue par l'ensemble des pays du tiers monde de retrait bilatéral des forces vietnamiennes du Cambodge et chinoises du Vietnam. On sait que la Chine a fait savoir pour sa part que si elle ne la reprenait pas à son compte, refusant quant à elle de poser ce type d'ultimatum, elle n'en accepterait pas moins le principe.

D'autre part, il faut signaler que la Chine a réitéré sa proposition au Vietnam d'ouvrir immédiatement des négociations sur le différent frontalier afin d'établir une frontière sûre et pacifique pour chacun des pays. On ne peut que s'interroger sur le nouveau refus du Vietnam. Action d'unités isolées ou

provocations délibérée des dirigeants vietnamiens pour ensuite trouver prétexte pour accuser la Chine, l'agence Chine nouvelle rapporte dans une dépêche datée du 27 février qu'en entrant dans un bourg vietnamien dans le district de Fohoa, les forces chinoises trouvèrent un village complètement pillé et saccagé. De retour dans leur village, après la fin des combats dans le secteur, les villageois ont révélé que la ville avait été mise à sac par des unités vietnamiennes sur le repli.

A Moscou, les dirigeants soviétiques ont dit qu'ils allaient annoncer quelque chose... N'ayant pas réussi à intimider la Chine avec leurs menaces, se retrouvant isolés au Conseil de sécurité de l'ONU où leur jeu et celui du Vietnam au Cambodge a été encore dénoncé à plusieurs reprises, les dirigeants de Moscou continuent à vitupérer pour ne pas perdre totalement la face, et cela notamment face à leurs propres alliés.

Il est évident, en effet, qu'Hanoï devait s'attendre à un soutien automatique de l'URSS en cas de conflit. Jamais, autrement, les dirigeants vietnamiens n'au-

raient mené une politique aussi démesurée de « mini grande puissance » dans la région, envahissant le Cambodge, puis s'en prenant à la frontière chinoise elle-même.

Ont-ils été poussés, même par Moscou, c'est on ne peut plus probable. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui et ce, malgré plusieurs rappels à l'ordre des di-

rigents vietnamiens, chacun peut voir que ses propres accords n'engagent Moscou que quand ça l'intéresse et que d'autre part la détermination chinoise est de nature à flanquer un sérieux coup au mythe de la toute-puissance soviétique. La Chine, ce n'est ni la Tchécoslovaquie ni l'Erythrée.

Serge FOREST

23e congrès du PCF

Les travailleurs détournés des véritables cibles de la lutte

« Briser la domination du grand capital » ou « unir les patriotes contre le déclin »

(Voir notre premier article en page 4)

Giscard au Mexique

En voyage d'affaires

C'EST en commis-voyageur des monopoles français que Giscard se présente au Mexique. Il espère favoriser le développement des liens bilatéraux dans de nombreux secteurs industriels. Ce n'est pas un hasard si cette visite du président de la République a été préparée par celles du ministre de l'Industrie, André Giraud, et du ministre du Commerce extérieur, Jean-François Deniau, en décembre dernier.

LE MEXIQUE ET SES DIFFICULTÉS

Depuis décembre 1976, sous la conduite du président Lopez Portillo, le gouvernement mexicain a remporté quelques succès dans le domaine de l'économie : le déficit du secteur public est passé progressivement de 9,5 % à 2,2 % de la production intérieure brute, le taux d'inflation a été ramené de 60 % à 17 %. Grâce au pétrole, les prévisions de

progression du taux d'expansion sont de 6 % pour 1979, de 6,5 % pour 1980, de 7,5 % pour 1981 et de 8 % pour 1982.

Mais à côté de ces réussites subsistent des problèmes très préoccupants : d'abord la production agricole qui décroît à cause d'une baisse des rendements et surtout un accroissement de la population de 2,5 millions d'habitants par an. Pour faire face à cette situation, il faudrait créer chaque année 800 000 emplois. Or, avec un taux de croissance de 6 à 7 %, on ne peut espérer en créer que 150 000. Cela explique l'importance de l'immigration illégale de travailleurs mexicains aux États-Unis.

LE POIDS DE LA SUPERPUISSANCE AMÉRICAINE

Devenu le plus grand fournisseur de main-d'œuvre étrangère des USA, le Mexique est également un vaste atelier de sous-traitance

pour les industries américaines qui réalisent 72 % des investissements étrangers au Mexique. La France ne vient qu'en 7e position avec 1,5 % derrière la RFA (5,8 %), la Grande-Bretagne (4,4 %), la Suisse (4,2 %), le Canada (2 %) et le Japon (1,9 %).

Le Mexique cherche à se libérer de cette dépendance mais pour mettre en valeur ses richesses en hydrocarbures, il a besoin d'énormes capitaux. De son côté, la France cherche à obtenir un approvisionnement privilégié en pétrole brut en contrepartie de fournitures d'équipements. Il y a donc coïncidence d'intérêts entre le Mexique, pays du tiers monde, et la France, pays capitaliste industriel du second monde, pour s'opposer conjointement à l'hégémonie de la superpuissance américaine.

DE BONNES AFFAIRES POUR LES MONOPOLES FRANÇAIS

C'est dire que, même si la coopération entre les deux pays est profitable pour le Mexique, ce n'est pas cela qui motive les monopoles français intéressés avant tout par les énormes profits qu'ils comptent bien tirer de l'opération. Le pétrole est en effet l'axe autour duquel vont se développer de multiples affaires et de nombreuses firmes vont prendre pied sur le sol mexicain ou y développer une implantation déjà commencée. Parmi celles-ci : PUK, De Wendel, CDF Chimie, Creusot-Loire, Rhô-

ne-Poulenc, St-Gobain, les Constructions métalliques de Provence, Thomson CSF, Alstom-Atlantique, Socopa, le CEA, CIT-Alcatel, etc.

Parmi tous ces projets, signalons aussi ceux de Renault qui vient de prendre 40 % du capital de la société Dina avec l'espoir d'occuper 14 % du marché local au lieu de 10 % actuellement. A noter aussi le métro de Mexico dont on négocie activement la troisième tranche de travaux.

LA VOLONTÉ D'INDEPENDANCE DU MEXIQUE

Les Mexicains ont inscrit dans leur législation la mexicanisation du capital des entreprises, limitant à 49 % le maximum des actions d'une société pouvant être détenues par l'étranger. Giscard ne devra pas oublier cette ferme volonté d'indépendance réaffirmée voilà moins de deux semaines par le président Lopez Portillo à l'occasion de la visite de Carter.

Dans une interview récente au journal patronal *Les Echos*, le ministre des Affaires étrangères mexicain vient lui aussi de le rappeler en ces termes : « Nous voulons être nos propres chefs et c'est d'ailleurs l'ambition légitime d'un homme aussi bien que d'un pays : régler nos propres problèmes, ne pas être en concurrence déloyale avec les autres pays, mais chercher la complémentarité qui est la chose la plus intelligente à faire ».

Henri BERTHAULT

Camp David 2 tourne court

Un échec pour les Américains

LE deuxième sommet de Camp David annoncé à grand renfort de presse par l'administration Carter n'aura sans doute jamais lieu.

Après Sadate, c'est le sioniste Begin qui vient de refuser la proposition de Carter. De toute façon cette nouvelle négociation, pas plus que la précédente, n'aurait pu déboucher sur aucun résultat valable dans la mesure où le principal concerné, le peuple palestinien, n'y était pas représenté.

Cet échec est un nouveau revers grave pour la politique américaine. Le projet américain de réconcilier l'Égypte et Israël est vieux. Le but était de garantir la sécurité de leur allié sioniste et de tenter de ramener le calme dans cette partie du monde où le maintien d'une situation troublée ne pouvait que déservir leurs intérêts. Le prestige et l'influence américaine n'auraient pu que sortir renforcés de cette affaire.

La réalisation de cet accord est parue d'autant plus importante ces derniers mois car s'annonçait plus précisément la révolution iranienne et la perte, pour Washington, de son principal allié dans la région. Il est évident que la création d'un axe Israël-Égypte-Arabie Saoudite est apparue aux Américains comme une solution de rechange pour maintenir leurs intérêts dans la région et y endiguer la pénétration du social-impérialisme.

L'échec de cette tentative de Carter permet de dégager plusieurs points :

— Les Américains ne font plus, comme il y a quelques années encore, ce qu'ils veulent, même avec les régimes qui leur sont supposés acquis. Il est quand mé-

me remarquable que l'État sioniste, qui est une pure création de l'impérialisme et que les Américains portent à bout de bras tant au niveau financier que militaire puisse se permettre de résister ainsi aux pressions de la maison blanche. S'il fallait une preuve supplémentaire du recul américain sur tous les terrains, cette humiliation que Begin vient d'infliger à Carter en déclinant son « invitation » en serait certainement une des plus patentes.

Inversement, un certain nombre de pays que certains considèrent à tort comme « vendus aux Américains » s'affirment de plus en plus comme capables de s'opposer à la Maison blanche sur des problèmes de première importance. Vingt fois on a annoncé la capitulation de Sadate devant Carter, vingt fois on a dû se rendre à l'évidence, Sadate a refusé de signer un accord n'associant pas le retrait des sionistes des territoires occupés (même si par ailleurs son attitude n'a pas été du tout juste vis-à-vis du problème palestinien en général). Or, il est évident que sans le soutien politique et économique de l'Arabie Saoudite, que certains présentent aussi comme « pro-américaine », Sadate n'aurait pas pu résister très longtemps aux pressions américaines.

Le projet américain a capoté face à un front des pays arabes et il a capoté parce qu'il bradait totalement les intérêts du peuple palestinien. Cet échec du plan de paix de Carter est donc également une illustration de l'échec de la politique américaine face à la fermeté des pays unis pour combattre l'État sioniste.

Serge FOREST

Union soviétique

Suicide par le feu d'un Tatar de Crimée

MUSA MAMUT, 47 ans, s'est suicidé par le feu en pleine rue, le 23 juin 1978, à Simferopol (Crimée), pour protester contre l'oppression dont est victime son peuple, les Tatars de Crimée. C'est ce que vient de révéler une Tatare exilée aux USA. Musa Mamut avait déjà été incarcéré dans un camp de travail en raison de son engagement pour les Tatars de Crimée, déchus de tous leurs droits nationaux et déportés massivement en mai 1944, il y aura bientôt 35 ans.

Les dissidents ? Tous des criminels, selon le chef du KGB

ANDROPOV, chef du KGB, s'en est pris violemment aux dissidents au cours d'une réunion électorale le 22 février. Il a dénoncé « les activités criminelles des renégats » « qui s'engagent dans la voie de calomnies virulentes contre la réalité soviétique ». « Protéger la société contre ces actes criminels est juste et démocratique », a-t-il ajouté...

Comme on sait, Andropov « protège » la société en jetant les dissidents dans des cliniques psychiatriques...

Il a par ailleurs affirmé que le KGB ne s'attaquait pas aux « défenseurs des droits de l'homme ». Andropov n'en est pas à un mensonge près.

Allemagne de l'Est

Une lettre du dissident emprisonné Rudolf Bahro

DE sa prison de Bautzen, le dissident est-allemand Rudolf Bahro vient de faire parvenir à l'Ouest une lettre dans laquelle il donne des précisions sur le procès à huis clos qui, en juin dernier, l'avait condamné à huit ans de prison. Rudolf Bahro avait été arrêté en 1977, quelques jours après la publication à l'Ouest de son livre *L'Alternative* dans lequel il analyse la société est-allemande.

Le chef principal d'accusation porté contre lui était qu'il avait « fait du renseignement », c'est-à-dire de l'espionnage, en collectant tous les faits — d'ailleurs absolument pas secrets — analysés dans son livre. Bahro écrit à propos de cette accusation : « Comme il est impossible d'écrire un livre de critique sociale sans se référer à des faits réels de la vie sociale, ceci équivaut à l'interdiction d'analyser de façon critique la réalité est-allemande et d'en publier les résultats ».

Bahro rappelle également un extrait de sa déclaration lors du procès : « La direction du parti, qui a demandé mon arrestation et déterminé le déroulement de l'instruction et le jugement, utilise ses organes de sécurité, ses tribunaux et ses prisons comme moyen pour éviter le débat idéologique ».

Répression accrue au Nicaragua

AU mois de février, cinq jeunes lycéens de León, au Nicaragua, ont été massacrés dans une église de cette ville. Aussitôt, les étudiants de Managua, la capitale du pays, ont, en signe de protestation, cessé les cours.

Etudiants et ouvriers de Managua sont descendus dans la rue ; les manifestations ont été violemment réprimées par la Garde de Somoza.

Plusieurs partis politiques ont appelé à effectuer une grève générale pour mettre fin définitivement au régime de Somoza et pour instaurer un régime démocratique.

Pendant ce temps, le Front sandiniste menait des actions de guérilla. Ses partisans ont notamment attaqué une caserne de la Garde, située près de Managua. Mercredi dernier, des centaines de bombes ont explosé à Managua et dans d'autres villes du pays à l'occasion de l'anniversaire de la mort du général Sandino, symbole de la lutte contre l'impérialisme américain : Sandino a été assassiné en 1934 par Somoza, le père de l'actuel dictateur. L'un des colonels responsables de ce crime a été exécuté mardi lors d'une embuscade tendue par le Front sandiniste.

Par ailleurs, des militaires de la Garde nationale ont signé un document dans lequel ils dénoncent les crimes et le génocide perpétrés contre le peuple

nicaraguayen et ont ajouté qu'ils refusaient d'« être des marionnettes manipulées pour tuer, car les mains de ceux qui la dirigent appartiennent à des cerceaux d'assassins ».

Les deux seuls et uniques soutiens de la famille Somoza, qui possède en propre la quasi-totalité des richesses du pays, commentent à flancher. Les USA, d'une part, ont annoncé qu'ils cesseraient désormais toute aide de nature militaire et économique et, d'autre part, la Garde nationale ne semble plus si sûre pour Somoza.



Au moment où échoue le plan américain, le peuple palestinien trouve soutien dans la révolution iranienne.

Des pays de l'OPEP augmentent le prix de leur pétrole

CERTAINS pays de l'OPEP, comme le Venezuela et le Koweït, ont décidé cette semaine d'augmenter le prix de leur pétrole sans attendre la prochaine réunion de l'OPEP. Ces augmentations se situent entre 5% et 9%.

Le gouvernement iranien pour sa part laisse entendre qu'il pourrait également procéder à une substantielle revalorisation. Il n'en a pas fallu plus pour que Giraud, ministre de l'Industrie, annonce qu'une hausse de l'essence était inévitable et pour que le journal *L'Aurore* parle d'un super à trois francs le litre, c'est-à-dire 8% d'augmentation. Or, sur ces 22 centimes d'augmentation, deux ou trois seulement iront pour le paiement du pétrole. Le restant allant directement dans la poche de l'Etat. Le schéma ci-contre montre la composition du prix d'un litre de super carburant à la pompe.

ple, et qu'elles revendent à des prix beaucoup plus élevés que celui de l'OPEP. Sur le marché de Rotterdam, la place internationale de cotation de ce pétrole, le pétrole avoisine actuellement 24 dollars le baril (64,20 F les cent litres). On imagine aisément les superprofits ainsi réalisés par les trusts pétroliers. Ceci justifie dans une grande part la décision des pays exportateurs.

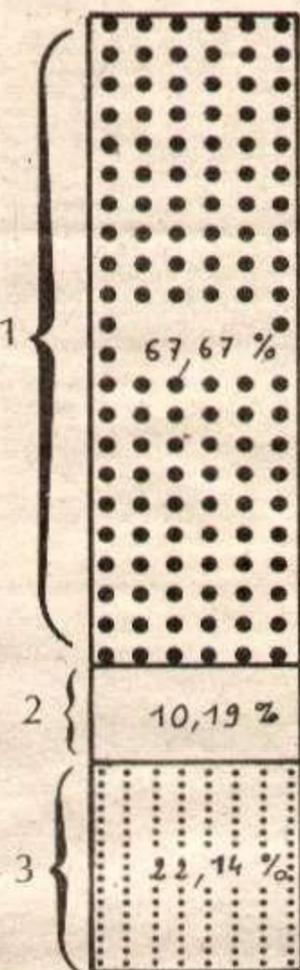
UNE AUGMENTATION JUSTIFIEE

Le ministre koweïtien du pétrole commentait ainsi la décision récente de son pays d'augmenter son brut de 9% avant même d'attendre la réunion du 26 mars : « Si les pays industrialisés auxquels les compagnies pétrolières doivent une allégeance spéciale ne sont pas capables de contrôler leurs propres sociétés pétrolières, il est impensable d'attendre de nous que nous supportions les conséquences des prix pétroliers élevés sans en partager, du moins partiellement, les bénéfices... »

Car, et c'est un point de leur raisonnement, les pays pétroliers sont eux aussi victimes de la crise internationale de l'impérialisme qui sévit actuellement. D'une part, le pétrole est payé en dollars. Il est aisé de comprendre que la chute continue du cours de la monnaie américaine ampute sérieusement les rentrées financières de ces pays.

D'autre part, les produits que les pays exportateurs de pétrole achètent à l'étranger, produits alimentaires ou produits manufacturés, ne cessent, eux, d'augmenter. L'inflation mondiale se situe ces dernières années au-dessus de 10%.

Tout ceci, ajouté au fait que le pétrole de l'OPEP n'avait pas augmenté pendant deux ans, fait que le pouvoir d'achat des pays ex-



- 1 - Taxes gouvernementales
TVA
Taxes intérieures
Redevances diverses
 - 2 - Distribution
 - 3 - Prix de la sortie de la raffinerie :
- Prix du pétrole
- Raffinage
- Transport
- Bénéfices compagnies pétrolières
- Composition d'un litre de super à la pompe.

portateurs s'était gravement trouvé diminué.

Il est évident que les événements d'Iran ont précipité quelque peu la décision. Elle ne s'en avérait pas moins d'une nécessité urgente.

Au sujet des événements iraniens, il faut également dire qu'ils ont été pour les compagnies pétrolières l'occasion d'une spéculation effrénée et de profits absolument fabuleux.

A la bourse de Rotterdam, les bruits les plus alarmistes étaient volontairement diffusés, provoquant une véritable flambée des prix du marché libre. En quelques jours, ceux-ci ont augmenté de plus d'un tiers. Des millions de dollars de bénéfices ont ainsi été réalisés par les trusts en peu de temps.

Serge FOREST

Lettre ouverte
à la cellule Jean-Pierre Grimaud du PCF
de Saint-Joachim (Loire Atlantique)

La Chine expansionniste ?

LA riposte chinoise aux provocations vietnamiennes suscite des interrogations, voire des condamnations de la part de militants du PCF. C'est ainsi qu'à Saint-Joachim, au nord de Saint-Nazaire, une enseignante, militante du PCF, a affiché une lettre de la cellule J. Grimaud du PCF condamnant l'action chinoise et mettant ainsi en cause notre parti. Voici la lettre ouverte qu'un militant du PCML de Saint-Nazaire, enseignant à Saint-Joachim, a adressée fraternellement en réponse à toute la cellule du PCF et qu'il nous a fait parvenir.

Saint-Nazaire
le 23 février 1979
A la cellule J. Grimaud
du PCF
44600 Saint-Joachim

Camarades,
Je ne doute pas de votre sincérité. Les apparences sont qu'un gros pays en agresse un petit. Les communistes (vous avez conscience d'en être) attachent une grande importance aux faits. Voici quelques faits que je veux vous soumettre.

1. Des précédents :
La Chine a déjà envoyé des soldats hors de ses frontières :

* En Corée, des volontaires chinois ont aidé à faire échec à l'agression américaine. Il ne reste pas un seul soldat chinois en Corée du Nord, pays ami de la Chine : peut-on en dire autant des « amis des Soviétiques » : Tchécoslovaquie, Mongolie, Bulgarie, Allemagne de l'Est, Hongrie... ?

* En 1962, suite à des provocations aux frontières, la Chine envoya des troupes en Inde et repousse les soldats indiens. Puis elle prononce un cessez-le-feu unilatéral, libère tous les prisonniers indiens, rend tous les armements saisis sur l'ennemi et retourne à ses frontières.

2. Et aujourd'hui ?
Notre parti ne soutient la Chine que si elle reste fidèle aux principes que nous défendons. Nous n'admettons pas qu'un pays s'empare d'un autre, y installe un gouvernement à sa botte et l'occupe militairement. Nous ne l'admettrions pas plus de la Chine. C'est sur la base des faits passés et présents que nous croyons les déclarations officielles de la Chine. Les incidents frontaliers ont fait 300 morts ces derniers mois en Chine. Le monde entier

a été témoin de l'expulsion d'une minorité chinoise habitant le Vietnam depuis un siècle : plusieurs centaines de milliers de simples gens, qui avaient participé à la guerre de résistance contre l'impérialisme américain. La Chine déclare qu'elle ne veut pas un pouce de territoire vietnamien ; nous la croyons. Les actes parleront.

3. Peut-on croire le Vietnam ?

Le Vietnam dénonce l'hégémonie chinoise. Il devait donc se garder au Nord d'un ennemi puissant, agressif ? Pourquoi n'a-t-il conservé au Nord que trois divisions pour protéger Hanoï ? Où est son armée ? Dix-neuf divisions au Cambodge, quelques-unes au Laos (selon AFP Thaïlande). La Chine serait un instrument de l'impérialisme américain. Pourquoi alors a-t-elle déclaré officiellement devant la presse de Thaïlande et internationale qu'elle maintiendrait son aide aux maquis thaïlandais tout en ayant des relations d'Etat à Etat avec le gouvernement de Thaïlande ? Pourquoi le Vietnam a-t-il supprimé, lui, son aide à ces maquis ?

4. Pendant la campagne électorale, j'ai posé une question en votre présence au suppléant du candidat de votre parti qui tenait une réunion publique au Bar Aimé-Saint-Joachim. « Selon vous, la révolution s'exporte-t-elle ? Le socialisme peut-il s'exporter par les armes ? ». On m'a répondu : « Non ! Et le PCF a condamné fermement l'invasion de la Tchécoslovaquie. »

Mais les troupes soviétiques stationnent toujours dans ce pays où elles ont installé un gouvernement à leur solde. Les troupes cubaines stationnent toujours en Angola, les troupes vietnamiennes au Laos et

au Cambodge. Les militaires cubains et soviétiques ont d'abord soutenu la Somalie contre l'Ethiopie, puis l'Ethiopie contre la Somalie. Aujourd'hui, elles écrasent les combattants érythréens sous les bombes et les chars.

Que fait votre parti ? Il condamne vigoureusement la Chine qui se dresse contre l'entreprise planétaire de l'URSS et de ses mercenaires vietnamiens et cubains.

Devant vous, devant ses électeurs, votre parti doit se prononcer clairement sur ce point : la révolution s'exporte-t-elle ? Votre parti admet-il que l'URSS peut exporter son « socialisme » ou bon lui semble ? Et surtout (il suffit de regarder une carte), la route des matières premières de l'Europe qu'en fin de compte elle convoite ?

5. Vous, militants du PCF, avez soutenu le Vietnam sincèrement pendant l'agression américaine. Cependant, voici un témoignage personnel sur ce point.

En 1967, je passais mes dimanches sur le marché et à faire du porte-à-porte pour faire connaître la lutte du peuple vietnamien. Je proposais notamment le *Courrier du Vietnam*, journal édité par Hanoï en français. Mes camarades et moi avons été agressés et nos journaux vietnamiens déchirés et piétinés par des militants du PCF (notamment un vendeur de l'*Humanité Dimanche* sur le marché de Vélizy, candidat aux élections cantonales à l'époque). Ce journal était, selon eux, édité à Limoges par les « prochinois ». De fait, le PCF ne diffusait pas la littérature vietnamienne et cette calomnie était répandue dans toute la France. Par contre, certains intellectuels éclairés y étaient abonnés (exemple : M. Abraham, professeur de philosophie à la cité scolaire - Saint-Nazaire).

A l'époque, du vivant de Ho Chi Minh, les idées des communistes vietnamiens ressemblaient comme deux gouttes d'eau à celles des communistes chinois. Je possède encore chez moi des brochures de cette époque. Qui a changé ?

Bernard Ventura,
militant du PCML

Meeting Erythrée à Paris mercredi

« Solidarité entre les peuples érythréen et kampuchéen »

ENVIROn 800 personnes participaient mercredi soir au meeting de solidarité avec la lutte du peuple érythréen organisé par plusieurs organisations françaises avec la participation du Front populaire de libération de l'Erythrée. Après une intervention commune des organisateurs, J.L. Peninou, journaliste à *Libération*, qui revient de la région, a donné un aperçu des conditions actuelles dans lesquelles se mène la lutte après l'offensive massive des troupes soviéto-éthiopiennes. On a assisté ensuite à la lecture de très nombreux messages d'organisations et de partis du tiers monde soutenant la lutte du peuple érythréen et dénonçant l'agression dont il est victime de la part du social-impérialisme. Un message particulièrement applaudi fut celui du comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France. Mettant en parallèle l'agression directe soviétique en Erythrée et celle dont eux-mêmes sont victimes par vietnamiens interposés, ils ont lancé un appel à l'unité dans la lutte anti-hégémonique des peuples érythréen, cambodgien et de tous les autres peuples du monde.

Le représentant du FPLE, Nafi Kurdi est intervenu ensuite pour parler de la lutte de son peuple, de ses victoires et de ses revers, de ses espoirs, mais aussi pour dénoncer le rôle de l'impérialisme soviétique et le jeu des superpuissances dans cette région du monde.

La soirée s'est terminée par la projection du film érythréen « Sawana » (Notre Révolution).



Les travailleurs détournés des véritables cibles de la lutte

Faut-il

«briser la domination du grand capital» ou «unir les patriotes» contre le déclin

COMPOSE de deux parties intitulées respectivement « La voie du déclin de la France » et « La voie démocratique au socialisme pour la France », le projet de résolution du 23e congrès s'attache à définir à travers l'analyse de la situation les objectifs et les moyens de la lutte dont le PCF entend être l'organisateur. Dans son introduction, Marchais indique que la « crise est avant tout nationale parce que c'est en France, dans la domination sans partage de la grande bourgeoisie française sur tous les domaines de l'activité sociale, qu'il faut en rechercher les causes déterminantes ». De cela il découle que le PCF veut « procéder à une série de réformes profondes brisant la domination du capital, faisant progresser la démocratie jusqu'au socialisme ».

Il y a bien entendu beaucoup à dire sur « ces réformes profondes » qui recèleraient la force de briser la domination du capital et sur la prétendue voie qui conduirait au passage graduel au socialisme. Cependant la cible est nettement désignée : il s'agit de briser la domination du capital, d'instaurer le socialisme. C'est du moins ce qui ressort de la lecture de certains passages du projet de résolution. A y regarder de plus près, c'est autre chose qui apparaît : une cible extérieure à la grande bourgeoisie française, une cible qui serait constituée par les « multinationales américaines et allemandes ».

Par ailleurs, concernant la situation internationale, le projet de résolution reproduit avec obstination une analyse révolue dans laquelle l'URSS tient le rôle de meilleur garant de la paix mondiale, de point d'appui solide pour la lutte de libération nationale et la lutte pour le socialisme.

Tandis que le 22e congrès mettait l'accent sur une nécessaire prise de distance à l'égard d'un pays où le « socialisme réel » a pris des traits par trop hideux devenant, ce que certains dans le PCF appellent, un « antimodèle », le 23e congrès s'apprête à entériner un réalignement sur l'URSS. Dans les deux cas, le projet de résolution pour le 23e congrès conduit à détourner la classe ouvrière des véritables cibles de la lutte de classe à savoir le système capitaliste, le gouvernement Giscard-Barre qui en est le gérant et les deux superpuissances qui par leur rivalité menacent la paix mondiale et s'acharnent à maintenir et soumettre les peuples à leur tutelle.

C'est avant tout de ce point de vue qu'il est nécessaire de combattre l'orientation politique extrêmement néfaste que les dirigeants du PCF entendent imposer à toute une partie de la classe ouvrière à l'occasion du prochain congrès qui doit se tenir au cours de la première quinzaine de mai.

« Une France désarticulée, sous-traitante, dépendante, devenue la province d'un empire américano-germanique, voilà l'an 2000 que nous prépare la grande bourgeoisie, son pouvoir et les forces politiques qui s'inscrivent dans cette perspective ».

Telle est la conclusion de l'analyse qui examine successivement la crise en France et dans le monde, la politique giscardienne et celle du PS.

Les méfaits de la politique des monopoles sont ici caractérisés comme « la voie du déclin de la France ». C'est contre un tel déclin qu'il s'agirait de lutter.

Examinons d'un peu plus près le détail de cette politique.

France dans la recherche du profit maximum.

Les monopoles y ont acquis par l'exportation des capitaux et des marchandises une dimension et une puissance qui souvent les placent aux tous premiers rangs des challengers de la concurrence internationale.

Mais c'est aller vite en besogne que de ravalier les monopoles français au rang d'entreprises sous-traitantes. A ce titre, selon la logique du projet, ils ne pourraient être tenus pour les premiers responsables de la situation réservée aux travailleurs dans notre pays. Les principaux responsables seraient ailleurs, hors des frontières « l'étranger (qui) dicterait sa loi à la France ».

Que sont devenus dans une telle analyse, les monopoles français de dimension internationale qui ont la haute main sur l'économie capitaliste française ? Les Peugeot, Citroën, les Renault, les Michelin, les Thomson, les CGE et autres PCUK ?

Vous ne pensez pas que cette analyse détourne la classe ouvrière, les travailleurs de la lutte contre le capital monopoleur en France en désignant une cible germano-américaine ? Poursuivons.

Traitant dans sa deuxième partie de la transformation socialiste, le projet de résolution indique : « L'attachement de notre peuple à son indépendance, son patriotisme constituent une base précieuse d'union, une force de rénovation ». Quand le patriotisme devient « une base précieuse d'union » n'est-ce pas pour lutter contre une menace qui vient de l'extérieur, de l'étranger ?

Ce n'est pas tout, dans la partie traitant de l'union et du mouvement populaire, on peut lire : « La politique giscardienne du déclin de la France inquiète tous ceux qui sont attachés à l'indépendance, à la sécurité, à la souveraineté nationale, en bref, les patriotes. Il existe entre eux des différences, des divergences, des oppositions qui font de leur rapprochement une tâche extrêmement complexe. Mais les problèmes qui assaillent la nation sont si pressants que naît le sentiment que la convergence des efforts des uns et des autres est nécessaire. Pour notre part, nous entendons y contribuer. Ce rassemblement peut constituer dans l'avenir la plus large expression de l'union dont la France a besoin pour garantir son existence et jouer dans le monde un rôle à sa mesure. (Souligné par nous).

Quelle est cette convergence « des patriotes » dont

il est ici question ? On frémit à l'idée de penser qu'il pourrait s'agir de la convergence qui se dessine avec le RPR.

De tout cela, faut-il déduire que Marchais s'apprête à renouveler son

appel aux gaullistes invités à adhérer au PCF « sans qu'ils aient rien à renier de leurs convictions » ?

A tout le moins, on est obligé de constater qu'on se retrouve fort loin de la lutte pour « briser la domination

du grand capital ». C'est pourtant la seule chose à faire qui puisse changer la situation des travailleurs. Pierre MARCEAU

Suite demain



Cambrai, Valenciennes, Homécourt

Les sidérurgistes du Nord et de Lorraine répondent

APRES les actions violentes des sidérurgistes lorrains, le week-end dernier, et les manifestations des travailleurs d'Usinor-Denain mardi, la journée de mercredi 28 a été marquée par de nouvelles actions violentes dans le Nord et en Meurthe-et-Moselle.

Dans le Nord, la journée a commencé par une grande manifestation des travailleurs d'Usinor-Denain et de la Chiers-Anzin. Après avoir longuement bloqué l'autoroute sur les douze kilomètres qui séparent Denain de Valenciennes, les sidérurgistes ont investi la chambre patronale de Valenciennes et l'ont mise à sac. Ils étaient plus d'un millier à manifester ainsi leur colère. L'après-midi, plusieurs centaines de travailleurs d'Usinor-Denain ont manifesté dans Cambrai, plusieurs heures durant. Ils ont renversé une voiture de police qui les suivait de trop près puis sont entrés dans l'hôtel des impôts où ils ont brûlé des dossiers.

Cette même journée, des sidérurgistes à l'appel de la CGT occupaient la gare de Longwy, des barrages de routes ont été mis en place et, en fin d'après-midi, les ouvriers de Saci-

lor à Homécourt ont envahi le siège de la direction. Jeudi matin, le directeur de Sacilor-Homécourt était encore retenu par les ouvriers dans son bureau.

A Sacilor-Rombas, les travailleurs et une partie de la population ont imposé, en forçant cadenas et verrous, que l'usine soit ouverte pour la journée « portes ouvertes », décidée en intersyndicale.

Ainsi, les actions continuent à se développer sur le même terrain, celui de la juste violence contre les patrons et l'appareil d'Etat. Et ces actions deviennent de plus en plus l'affaire de tous les sidérurgistes et de la population.

Une situation qui inquiète de plus en plus le CNPF et le gouvernement.

C. M.

Le CNPF proteste devant la violence des travailleurs

LES patrons aujourd'hui ne peuvent plus maintenir les sidérurgistes en lutte dans le cadre qu'ils souhaitent, celui de la discussion entre « gens responsables ». Les chambres patronales de Longwy et Valenciennes ont été vidées de leur contenu par les manifestants et, de plus en plus souvent, les patrons se trouvent retenus par les grévistes. Dernièrement, ce sont des patrons des assurances et celui de Sacilor-Homécourt qui sont restés prisonniers de leurs employés.

C'est une situation intolérable pour le CNPF et François Ceyrac vient de l'affirmer clairement dans une déclaration à la presse. L'UIMM, elle, a décidé d'annuler la réunion patrons-syndicats prévue vendredi 12 mars pour discuter de la RAG, rémunération annuelle garantie. C'est l'éternel chantage des patrons au « refus de discuter »... Mais qu'ont donc à faire les travailleurs des discussions avec les patrons s'ils n'ont pas établi avant un rapport de force qui leur permette d'imposer leur point de vue ?

C. M.

Longwy

Dans quel camp sont-ils ?



Le député PCF, Porcu, adossé aux CRS.

PLUSIEURS faits notables se sont produits à Longwy les 24 et 25 février, éclairant sous un jour singulier la politique imposée par quelques dirigeants du PCF et de la CGT. Des faits qui valent d'être largement connus et qui suscitent des questions qui méritent d'être largement posées.



Un cordon de flics barrait l'entrée de la direction du travail et de la main-d'œuvre aux stagiaires. (Photo QDP)

PARIS

Rassemblement des stagiaires Barre devant la DTMO

QUATRE-vingts stagiaires Barre se sont réunis mercredi 28 février devant la direction du travail et de la main-d'œuvre à Paris, pour imposer leurs revendications (Statut de travailleur en formation, paie équivalente au moins au SMIC, etc.)

80 personnes, c'est peu. Cependant, il faut apprécier ce rassemblement, parisien, des stagiaires Barre dans son contexte. Ils étaient venus des stages de Léo Lagrange, des universités ouvrières, de l'Union française de la jeunesse, de l'hôpital psychiatrique d'Étampes...

Qu'est-ce qui peut expliquer la petitesse de ce rassemblement ? Il faut que les stagiaires brisent le mur du silence qui entoure leur mouvement. Seuls notre journal, le *Quotidien du peuple*, *Libération*, et le *Matin* avaient fait passer l'information de ce rassemblement.

Du côté des syndicats, si la CGT était absente, la CFDT était représentée par

son délégué régional. Elle prête aussi un de ses locaux aux stagiaires, afin qu'ils puissent assumer leur permanence et coordonner leur mouvement.

Les stages Barre ont, en plus, leur spécificité. Cette année, le temps de « formation » est en général réduit. Parfois, ces stages ne durent que deux mois et demi. Ensuite, les stagiaires sont dispersés et isolés par le chômage. Alors, il est difficile d'informer, de mobiliser et d'agir dans un laps de temps aussi court.

Face à une telle situation, le rassemblement des stagiaires de mercredi a des aspects positifs. Certes la DTMO n'a voulu recevoir qu'une délégation de dix personnes pour « se foutre de sa gueule », comme l'ont déclaré les représentants de cette délégation à leur sortie, mais il ne faut pas désarmer. C'est pourquoi, les stagiaires appellent à une réunion samedi 3 mars à Jussieu (fac) à 15 h pour faire le point et s'unifier sur les modes d'action. NV

1. Pour la seconde fois ces dernières semaines, la police urbaine du commissariat de Longwy est intervenue contre les sidérurgistes.

La première fois, c'était à l'usine de la Chiers. La deuxième fois, c'était dans la nuit de vendredi à samedi dernier, à l'émetteur de télévision du Bois de Châ. Ce sont, en effet, des policiers du commissariat de Longwy qui sont entrés les premiers pour évacuer les militants syndicalistes CFDT présents, suivis de plusieurs centaines de gendarmes mobiles. Ceci explique d'autant mieux pour quelle raison des milliers de travailleurs de Longwy ont manifesté devant le commissariat.

Il faut encore indiquer que ce sont des commissaires de police de Longwy qui menaçaient par haut-parleurs les travailleurs de recourir à la force. Ces faits montrent, on ne peut plus clairement, l'utilisation de la police municipale contre les travailleurs. Or, le maire de Longwy est membre du PCF. Les maires ont des pouvoirs de police. Qu'a fait le maire de Longwy pour s'opposer à l'utilisation de la police municipale ?

2. Dimanche matin, lors du meeting qui a clos la manifestation intersyndicale, M. Falcetta, premier adjoint au maire PCF de Mont-Saint-Martin, une des principales agglomérations autour de Longwy, a osé demander l'augmentation des effectifs de police du commissariat de Longwy ! Incroyable mais vrai !

Ce monsieur, membre éminent de la direction locale du PCF, a indiqué qu'il ne fallait pas prendre les policiers comme cible. Certes, ce qu'il faut combattre avant tout, c'est le pouvoir qui les utilise. Mais M. Falcetta devait ajouter que la tâche des policiers devait être d'assurer la sécurité, de « protéger les vieillards contre les agressions »... ; en conséquence de quoi, il lançait un appel à renforcer les effectifs du commissariat de Longwy.

M. Falcetta estime sans doute qu'ils ne sont pas assez nombreux pour agresser les sidérurgistes. De quel côté est donc M. Falcetta ? Rappelons que c'est aussi celui qui se permet d'insulter notre camarade Marcel Grégoire en disant : « Ne l'écoutez pas, il travaille pour les Renseignements

généraux ».

Militants ouvriers du PCF, que vous sentez-vous de commun avec un tel monsieur ?

3. Samedi matin, aux environs de 9 h 30, de nombreux travailleurs se dirigent vers le commissariat pour y manifester leur colère. Sur la place de l'Hôtel-de-Ville, des responsables du PCF essaient de dissuader les travailleurs d'aller manifester devant le commissariat : « La lutte contre les licenciements, c'est sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pas devant le commissariat » disent-ils. Un rassemblement de quelques dizaines de militants et responsables CGT a lieu à proximité de la chambre patronale. Là aussi, à l'aide d'une voiture sono, on cherche à dissuader les travailleurs de se rendre devant le commissariat. En vain. D'un seul coup, des rangs de ceux qui voulaient empêcher les travailleurs d'aller manifester devant le commissariat, on entend ce cri : « Tous à l'UML ! On va tout foutre en l'air ».

De fait, quelques instants après, les meubles, le matériel divers sont jetés par les fenêtres... De toute évidence, pour certains, il s'agissait d'entraîner les travailleurs dans cette opération pour qu'ils n'aillent pas au commissariat.

Il faut indiquer encore que la mise à sac de ces locaux n'était pas du tout profitable à la lutte. Le 16 février, en effet, les militants CFDT avaient occupé l'UML et on pensait pouvoir en faire un lieu de réunion et de rassemblement pour les travailleurs. Le siège patronal est en effet un vaste immeuble avec une grande salle pouvant contenir plusieurs centaines de personnes. Aujourd'hui, il n'est plus utilisable.

Mais surtout, c'est la mise à sac de l'UML qui a été mise en avant par la presse pourrie pour prétendre que les sidérurgistes de Longwy cassaient tout. Or, le dimanche matin, les responsables CGT, à la manifestation intersyndicale, proclamaient dans leur haut parler : « Nous manifestons aujourd'hui contre le vandalisme... » et un tract était distribué affirmant : « Nous sommes pour des actions offensives et fermes, ce qui n'a rien à voir avec des actes de vandalisme qui ne servent que le gouvernement ». Ce sont les

mêmes qui prétendent que les travailleurs qui manifestaient devant le commissariat étaient des provocateurs, des « casseurs ». Triste méthode que celle qui consiste à vouloir imputer aux autres des faits dont on est soi-même responsable afin d'essayer de jeter le discrédit ! Qui sont les irresponsables ?

4. M. Porcu, député PCF de Longwy, fut un des plus actifs artisans dans l'entreprise de division face à l'intervention policière. Alors que les travailleurs se rendaient de plus en plus nombreux devant le commissariat pour protester puis pour exiger le départ de Longwy des gendarmes mobiles, il se démenait, quant à lui, avec ses collègues, pour retenir les travailleurs sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Sans succès.

Environ deux mille travailleurs étaient rassemblés, avançant face aux gendarmes mobiles. Il faut ici souligner le courage et le grand esprit de responsabilité de ces ouvriers. Ils ne recherchaient pas l'affrontement avec la police, sachant fort bien que cela se serait sans doute traduit par de très graves conséquences. Ils étaient là pour protester et exiger le départ des gendarmes mobiles.

Brusquement, M. Porcu, accompagné du maire de Longwy, survient, non pas pour se joindre aux manifestants, non pas pour mettre son poids et celui de son parti dans la balance afin d'exiger le départ des gendarmes mobiles, mais pour insulter les travailleurs en proclamant qu'il y avait parmi eux des « provocateurs ». Il n'était pas face aux forces de police mais face aux travailleurs pour leur demander de quitter les lieux, le dos appuyé

aux gendarmes mobiles.

Des travailleurs lancèrent alors « Porcu vendu » ! Il exigeait non pas le départ de la police de la ville de Longwy mais le départ des travailleurs pour que les gendarmes mobiles puissent se replier dans les locaux du commissariat. Dans quel camp est donc M. Porcu ?

5. Deux ans après l'échec de la lutte des sidérurgistes de Thionville en raison de l'opposition des dirigeants du PCF et de la CGT à ce qu'une lutte effective soit engagée, le haut-fourneau d'Usinor-Thionville a été occupé à l'initiative des mêmes. Alors que tout est fini de leur fait, depuis deux ans, les voilà qui, aujourd'hui, parlent de lutte à Usinor-Thionville. De qui se moquent-ils ? Dans un tract, ils déclarent : « Il n'est pas question de mettre une croix sur le haut-fourneau de Thionville. Il est moderne et compétitif... Thionville ne doit pas rester en dehors de la lutte contre le démantèlement de la sidérurgie. La France a besoin de fonte ; il faut se battre pour sauver le haut-fourneau de Thionville ».

Quel sens du spectacle ! Quel vent ! C'est il y a deux ans que l'occupation d'Usinor-Thionville était à l'ordre du jour, que les actions efficaces étaient à l'ordre du jour pour mettre en échec les suppressions d'emplois. Mais, en ce temps-là, ces illusionnistes étaient farouchement opposés à tout cela.

Quant à « sauver le haut-fourneau », tout sidérurgiste sait qu'il n'utilise depuis deux ans, il est maintenant bon pour la ferraille.

Voudrait-on aujourd'hui faire oublier la trahison d'il y a deux ans ?

Pierre BURNAND

Utile à rappeler ...

Dans son édition du 27 février, *Le Quotidien du peuple* rappelle fort justement ce qu'écrivait M. le député Porcu, le 11 novembre 1971, dans *l'Humanité* :

« Je me demande si l'annonce des licenciements chez Wendel-Sidélor, un an, un an et demi avant les élections législatives, est si fortuite que cela. N'a-t-elle pas comme objectif de pousser les travailleurs vers des luttes difficiles et d'arriver d'ici cinq à six mois à un essoufflement, au découragement politique et à un mouvement de désespoir au moment des élections législatives qui bénéficierait à la réaction, aux centristes et aux pseudo-réformateurs ».

M. Porcu a toujours su trouver de « bons » arguments pour s'opposer aux luttes des sidérurgistes.



La Guadeloupe : une île pillée par le colonialisme français, mais où monte la volonté d'indépendance.

Les étudiants guadeloupéens, guyanais et martiniquais s'élèvent contre la hausse abusive des tarifs d'Air France

Communiqué

DEPUIS quelques temps, à travers « la course du rhum », le voyage du président du RPR, Chirac, la « réunion au sommet sans ordre du jour des quatre grands » et tout dernièrement, la tenue du fameux « colloque Dijon », la Guadeloupe et la Martinique, baptisées « DOM » occupent une place inhabituelle dans l'actualité en France.

L'opinion publique a en particulier été frappée par l'annonce combien tapageuse de la prétendue « baisse des tarifs Air-France ramenés à 2 000 F ». Mais cette propagande mensongère et mystificatrice qui vante la générosité bienfaitrice de la France pour les dits DOM a omis de préciser que ce nouveau tarif ne concerne que le « billet-vacances » (ex-bloc de siège) conçu pour les seuls touristes, alors que, parallèlement, le billet étudiant (2 430 F en 1978).

Les organisations syndicales — AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens) AGEM (Association des étudiants martiniquais), UEG (Union des étudiants guyanais) — condamnant avec une extrême vigueur cette décision arbitraire qui porte gravement atteinte aux intérêts des étudiants guadeloupéens et martiniquais au nombre de 4 000 en France, comme de

l'ensemble de leurs peuples. Par cette décision de la société monopoliste d'État, Air-France, l'État colonial français pousse encore plus avant sa politique criminelle de génocide vis-à-vis de nos peuples qu'il maintient et entend maintenir à jamais sous sa sanglante domination.

Ces derniers temps, il a entrepris d'accentuer encore son oppression dans le but de renforcer ses positions qu'ils sent de plus en plus menacées.

Pour atteindre ses objectifs, la bourgeoisie colonialiste française détruit et cherche à anéantir les bases productives de l'économie de nos pays, elle jette nos peuples dans un chômage qui a atteint un taux incomparable à celui qui frappe la classe ouvrière et les travailleurs français, elle encourage et organise l'émigration de nos peuples travailleurs et de nos jeunes et corrompt ceux qui refusent de quitter leurs pays en intensifiant ses efforts pour y introduire une mentalité d'assistés (aides-allocations...) et les pousser à la débauche en se servant notamment du tourisme accompagné par le développement de la prostitution féminine et masculine, de la drogue, etc.

Parallèlement, l'État colonial a entrepris une vaste propagande en direction de l'opinion française afin d'y

allumer l'esprit du conquérant du 17^e siècle.

Les vols charters et les nouveaux tarifs « populaires » qu'il met en place dans le cadre de sa politique « touristique » représentent à ses yeux de grandes expéditions à la « découverte du nouveau monde » dans le but d'encourager le plus grand nombre à s'installer au soleil afin de désamorcer la crise en France et de renforcer l'encerclement de la résistance de nos peuples contre la domination française.

Voilà pourquoi Air-France peut dans le même temps baisser les tarifs touristiques et augmenter le tarif étudiant entre Paris-Fort-de-France et Pointe-à-Pitre.

Profondément indignés et révoltés par ces mesures scélérates, les étudiants guadeloupéens, martiniquais et guyanais, organisés au sein de l'AGEG, l'AGEM et l'UEG, sont décidés à tout mettre en œuvre afin d'obtenir l'annulation complète de toute augmentation du tarif étudiant, renforcer avec leur peuple respectif la lutte pour conquérir l'indépendance nationale, exhortant l'opinion française à refuser de se faire complice de cette odieuse politique.

AGEG, AGEM, UEG

IMPOTS-POPULAIRES (6)

Inégalité fiscale

Eux ? Jamais ! ...

NOUS avons fait état dans nos précédentes éditions, des possibilités de fraude, de dissimulation fiscales dont pouvaient bénéficier les patrons. Mais le terme de fraude est impropre, car il suppose deux autres mots : illégalité et légalité. Or, quels sont les actes illégaux que peuvent commettre les patrons ? C'est eux qui décident de la légalité. Et bien sûr, eux ils sont toujours dans la légalité.

Si les travailleurs ne paient pas leurs impôts dans les délais fixés, le ministère des Finances leur inflige 10 % d'augmentation. En revanche la direction générale des impôts conseille la plus grande prudence à ses agents pour traiter des dossiers délicats.

Ainsi le bulletin des liaisons, texte officiel, bien qu'interne, destiné aux inspecteurs, les invite à traiter « des dossiers importants ou délicats en tenant compte de la notoriété de la contribuable, de la qualité de ses fonctions : parlementaire, diplomate ou haut fonctionnaire ». Donc la mention « à surveiller » figurant sur certains dossiers incite plus les employés au ménagement qu'à la vigilance.

Lorsqu'on fouille un peu le domaine des fraudes fiscales, on est stupéfait de l'inégalité qui existe. Certes, nous savons que nous sommes inégaux devant la loi, mais quelques exemples concrets nous en convaincront plus profondément.

UN MILLIARDAIRE SANS RESSOURCE

Le ministère de l'Économie et des Finances a porté officiellement plainte contre un certain Daniel Wildenstein auprès du parquet de Paris pour dissimulation de revenus. Or, après enquête, il s'avère que ce Daniel Wildenstein « ne possède » rien en France, qu'il n'a jamais d'activité professionnelle en France, que son domicile légal est à Genève et qu'un Français résidant en Suisse est imposable en Suisse selon la convention fiscale franco-suisse.

Rien ne lui appartient. Son hôtel particulier, où il a son bureau, appartient

à la fondation Wildenstein, dont il est l'hôte. Sa villa de Chantilly n'est qu'une dépendance d'un établissement d'entraînement de chevaux de course.

Sa distraction favorite est les haras de Victot et de Verrières, ils sont considérés comme des exploitations agricoles. Grâce à ces justifications, il n'était donc imposable pour rien et surtout pas sur les 2 000 toiles de Rembrandt, de Cézanne, du Titien, Renoir, Botticelli et Van Gogh puisqu'elles sont dans un hôtel particulier de New York !

LE PAUVRE HOMME !

L'exemple de ce PDG, que nous allons voir à présent à moins de chance puisqu'il paie des impôts.

Jean Paul Ledoux a été PDG de la société Antar de 1961 à 1969. Grand nomade, il avait besoin de plusieurs points de chute, d'où ses deux appartements et son studio à Paris, son chalet à Megève, sa villa et son bateau de 18 mètres à Cannes, ses deux fermes en Vendée, ses deux voitures, etc.

En 1968, ses revenus se distribuaient ainsi :

311 000 F de salaire, 90 000 F de remboursements et indemnités non-imposables, 30 000 F d'honoraires d'ingénieur conseil, 140 000 francs de revenus mobiliers. Soit au total 771 000 francs, sur lesquels il a quand même payé, après divers déductions et abattements, 230 000 F d'impôts.

Les possibilités de détourner de l'argent s'étendent également aux sociétés.

Par exemple, la détaxation de la TVA est une des ficelles du métier. Le principe en est simple : un objet est acheté par l'entreprise. Lorsque la facture arrive, l'entreprise la paie avec la TVA, mais ensuite l'entreprise récupère cette TVA. Puis cette facture passe dans les frais généraux qui ne sont pas imposables...

La publicité aussi peut rapporter gros aux industriels. Nous avons déjà tous remarqué en feuilletant des revues des slogans publicitaires du type : « Dégustez votre tonic dans un château écossais », « Testez au soleil de Marrakech notre nouvelle huile solaire », invitant les lecteurs à ces voyages. Non seulement, ils font augmenter le chiffre de vente de ces produits, sinon la publicité ne servirait à rien, et comme ils peuvent être enregistrés au chapitre des frais généraux, ils ne sont pas alors imposables.

L'ARGENT SANS FRONTIÈRES

Les lois fiscales à l'étranger peuvent être également utilisées par les éventuels fraudeurs. Ainsi, les sociétés pétrolières ont droit de déduire du montant de leurs impôts en France, les sommes déclarées à l'étranger, au titre de l'impôt sur les bénéfices.

Certaines entreprises de location sans chauffeur travaillent particulièrement avec les étrangers, elles se font payer en devises étrangères et ne sont donc pas imposables sur ces revenus.

Enfin, la sous-facturation permet la constitution de petits pactoles pour certaines personnes qui craignent « des coups durs ». Une entreprise française se met en cheville avec une autre entreprise étrangère. Elles passent un marché, l'entreprise livre les produits, établit une facture supérieure à la valeur des marchandises livrées. L'entreprise française envoie alors le montant de la facture à l'entreprise étrangère qui se paie et bloque le reste de l'argent sur un compte bancaire à l'étranger.

Nathalie VILLOTIERS

Grèves en Moselle

LES travailleurs de CDF-Chimie (Stavold) continuent leur grève. Aujourd'hui 28 février, à 15 h, un nouveau vote a eu lieu. L'intersyndicale doit donner des précisions sur les discussions d'hier à Paris. D'après les premiers renseignements que nous pouvons avoir, il semble que la direction veuille entraîner les syndicats sur son terrain, c'est-à-dire négocier les suppressions d'emplois. Elle aura probablement bien des difficultés à faire accepter son jeu.

Dans le même secteur,

les travailleurs de Bauknecht à Valmont (entreprise d'environ 800 ouvriers produisant des frigos et congélateurs), en grève depuis dix jours, ont voté à bulletin secret et à 87,3 % la continuation du mouvement.

Dans cette usine, les conditions de travail sont très dures et les salaires très bas. Voici un extrait d'un tract intersyndical :

« Nous, travailleurs de Bauknecht à Valmont, sommes en grève depuis dix jours devant l'indifférence et le mépris affichés par notre direction qui refuse catégoriquement toute né-

gociation avec l'intersyndicale depuis trois ans. Les travailleurs de Bauknecht se battent pour obtenir l'arrêt immédiat des licenciements et mutations abusives, 400 F d'augmentation générale, un 13^e mois, une prime de vacances, l'amélioration des conditions de travail (jusqu'à aujourd'hui déplorables). Les travailleurs de Bauknecht dénoncent les mauvais traitements, les chantages, les injures, une forme très prononcée de racisme, fomentée par leur directeur, M. A. A. »

Dans la même région, la cokerie de Carling a fait une grève de 24 heures.

Mortagne (Orne)

«Travailleurs, oui ; chômeurs à perpétuité, non» !

DEPUIS le 12 février, deux militants syndicalistes, chômeurs dans l'impossibilité de trouver un emploi, ont entamé une grève de la faim à l'Eglise Notre Dame de Mortagne dans l'Orne. Ils y reçoivent de nombreux témoignages de solidarité de travailleurs et chômeurs. Un rassemblement est prévu à Mortagne sur les mots d'ordre : « Vivre et travailler au pays », « Du travail pour tous ».

Voici un extrait de leur prise de position :

« Nous nous déclarons grévistes de la faim tant que nous n'aurons pas d'emploi décent.

Militants ouvriers, militants syndicaux CFDT, nous l'avons été à Bretoncelles, nous le sommes restés, partout où nous avons été confrontés aux problèmes de notre classe.

Pris sous le feu de la répression anti-syndicale depuis la lutte de Bretoncelles, ballottés d'entreprise en entreprise afin que nous ne puissions nous stabiliser, pour une part d'entre nous (ex-Bretoncelles) obligés de nous déraciner pour travailler, Joseph Leberre, 56 ans, Antoine Rubinat, nous en avons assez.

Nous sommes inscrits dans toutes les entreprises susceptibles de nous employer. Confrontés au problème du chômage, nous le sommes en plus à celui de la répression anti-syndicale.

En contact permanent avec le service de la main-d'œuvre, nous n'avons pas eu, même, la possibilité de passer un quelconque essai professionnel.

Nous affirmons que le droit de penser selon sa conviction, est

inclus dans le droit de vivre, et celui-ci passe aujourd'hui par le droit de travailler.

Priver de travail, à terme de ressources, c'est priver socialement du droit d'être.

Nous ne nous ne nous pas entrer dans la logique du système « D », dans la logique du « on se débrouille »... Nous voulons en emploi décent. Notre lutte peut paraître individualiste, nous incluons, nous, dans un processus de prise de conscience de notre région...

Que voudrait dire un mouvement de masse, sans détermination individuelle ?

— Nous sommes parmi les travailleurs de Dreux-la-Perrière licenciés.

— Nous sommes parmi les travailleurs de l'AREACEM-Tourouvre, en instance de licenciement.

— Parmi les sidérurgistes et tous les travailleurs en lutte,

— Parmi les un million 500 mille chômeurs que compte notre pays.

Et pour nous, une solution ne passe que par une mobilisation générale de la classe ouvrière ».

Non au chômage, du travail pour tous !

Courrier des lecteurs

TROP peu d'articles révèlent des faits nouveaux. Exemple No 1 031 avec trois pages dossiers. Certes, on apprend mais c'est trop lourd. Seuls articles révélation : le Congrès du RPR avec « Qui est Pasqua » et l'article sur le projet gouvernemental sur l'immigration.

Voici deux bons articles vivants qui informent et sur lesquels on peut discuter. Les articles d'information (luttés en Grande Bretagne, grève à la SFP, etc.) qui suivent l'actualité avec l'éclairage du parti, c'est bien évidemment moins fracassant (on sait déjà à peu près ça à la radio ou à la télévision).

Je crois qu'en réduisant la partie « dossiers », on pourrait augmenter le nombre d'articles d'information du tac-au-tac. Autre critique, on sent que

trop d'articles sont faits par le comité de rédaction à Paris ou en reportage. J'ai l'impression que les articles envoyés au journal diminuent. C'est dommage...

Je reviens sur la nécessité d'une sorte de revue de presse de journaux spécialisés sur un front. Ils sont importants car on a l'impression trop souvent que « hors l'Humanité rouge, point de salut », qu'il n'y a que nous à faire des choses positives... le Syndicat de la Magistrature (ça on en parle encore souvent, c'est bien) Amnesty international, Que Choisir, L'ACAT (Association catholique antitorture) peuvent dire ou faire des choses importantes, qui vont dans le sens des intérêts du peuple...

Un camarade enseignant de la région parisienne.

Ces suggestions et remarques tirées d'une longue lettre dont nous avons déjà publié des extraits dans l'édition datée du 27 février, correspondent globalement à notre souci. Nous nous efforçons de trouver un meilleur équilibre entre dossiers, articles d'information et « révélations ».

Reportages, articles envoyés par des correspondants nous permettent de faire de l'information tout en donnant notre point de vue et en l'étayant sur la base des faits relatés (ce qui a été le cas à notre avis en ce qui concerne la Grande-Bretagne et la SFP). Bien sûr ça n'est pas encore ça et nous aurions besoin aussi, c'est vrai, de recevoir davantage de courrier, points de vue, témoignages, informations vivantes sur tous les faits qui peuvent intéresser nos lecteurs.

Suite de la page 8

s'arrêtent, on peut être privés de téléphone quand ils veulent, on voit que c'est le pouvoir... ou l'ex-maire de St-Etienne qui a une revanche à prendre (...)

HR : Comment se situent les travailleurs de Manufrance par rapport à la municipalité ?

— Disons, pour revenir en arrière, quand Mimard a fait ce leg à la municipalité, il n'aurait jamais pensé qu'il y aurait un jour à St-Etienne une municipalité de gauche, alors déjà, ça répond pas mal. Sinon au point de vue rapports avec la municipalité, on a un maire qui fait son possible et qui essaie de toutes parts d'alerter les ministères et tous les cabinets possibles, il nous dit ce qu'il fait, il est scéi parce qu'il a une étiquette, il est communiste. Le maire fait ce qu'il peut. C'est sûr que maintenant, c'est le principal actionnaire puisque les autres ont démissionné, et il propose des PDG qui sortent toujours du même milieu. C'est toujours pareil.

HR : Pour finir sur une note un peu optimiste, tu penses qu'il y a des éléments qui permettent d'être confiants ?

— Moi, honnêtement, j'ai confiance. J'ai confiance parce qu'on représente un symbole. Pas un symbole, mais la poudrière dans la Loire, et moi je suis sûr que si réellement, ils avaient voulu fermer Manufrance,

ce, ils l'auraient fermée. Justement, ils ont peur des ouvriers de Manufrance, quand je dis de Manufrance, peut-être ont-ils peur des ouvriers du département, c'est même sûr, on l'a vu l'autre jour : 50 000 c'est quel-

que chose, ils ont peur que l'étrincelle elle vienne de Manufrance. Et que ça soulève toute la Loire, on voit la Lorraine, on voit le Nord et qu'on monte tous sur Paris. Et nous, on est décidés à se bagarrer.

leur disait : « Ne vous en faites pas il y a les élections et on prendra le manche, ça ira mieux et tarata et tarata » (...) Et les gens étaient terriblement déçus et pour repartir à l'action, je vous jure que ça a été dur.

Enfin, actuellement l'action est repartie. Mais on a d'énormes difficultés au niveau de la stratégie entre organisations syndicales. Je prends le 16 février par exemple qui était une journée sidérurgique. Nous, on poussait absolument à ce qu'il y ait une action le 16 parce que nous, étant sidérurgie, il était absolument indispensable qu'on s'inscrive dans cette journée. Mais il est sûr que la journée du 20 étant prévue et planifiée depuis un mois et demi, il était impossible de la remettre.

HR : Mais le 20 par exemple, l'action a bien marché ?

— Le 20, l'action a bien marché, mais je pense que les journées comme ça c'est des journées qui vont tout à fait bien pour le PC, il peut s'extérioriser, il peut faire voir qu'il est là, c'est tout à fait son style, mais ça ne motive pas les gars.

Les gars moi je crois que pour les amener à une manifestation, il faut qu'ils soient au boulot et puis du boulot partir à la manifestation. Et plus qu'on leur explique et plus qu'on les motive.

Alors le 20 ça a bien marché, bon d'accord, mais quoi après le 20 ?

HR : C'est la grande question ça

— Oui, et il n'y a rien de prévu. Nous on a écrit et on a dit, il faut l'action oui, la prévoir, l'organiser, il faut que les gens ressentent que leur action sert à quelque chose, il faut les motiver. Là les gens ils n'ont pas le sentiment d'avoir fait avancer quelque chose, bon alors il y a quelque chose qui ne colle pas...

On se pose des questions, il faut savoir que Creusot-Loire est international et qu'il y a des fabrications qui sont faites dans des pays tiers, il faut savoir quelle attitude avoir. Est-ce que moi, syndicaliste, je vais décréter que ce n'est pas bon que les pays du tiers monde travaillent ? Ça fait problème, les copains du tiers monde, ils ont le droit de vivre...

Alors comment ils disent les copains, comment ils affichent... « Fabriquons français... » alors moi, je suis pas raciste, pour moi, c'est fondamental je ne suis pas raciste, les Allemands, la crise de la sidérurgie, c'est pas de leur faute et les travailleurs allemands pour moi, je ne les combats pas. Alors c'est pour ça que je me méfie quand on me pose des questions, c'est très très complexe...

Firminy

«C'était dur de redémarrer après les élections»

Interview d'un délégué syndical

HR : On vous a annoncé 135 licenciements comment les travailleurs réagissent-ils ?

— A l'Ondaine, ça fait déjà de nombreuses années qu'on diminue les effectifs. Et je pense que les gars, avec ce système de licenciements économiques, ceux qui arrivent à 56 ans et huit mois, ils sont bien contents de s'en aller... parce que souvent les gars sont trimbalés d'un atelier à l'autre, d'un service à l'autre, et c'est quand même pas marrant de toujours changer. Tout est lié, ce n'est pas toujours une question de conditions de travail. Et généralement, quand vous

êtes déplacés, vous perdez sur le salaire. Et ainsi de suite. Alors dès que les gars arrivent à 56 ans et huit mois, c'est impossible de les motiver pour la bagarre. Pour eux ce qui compte, c'est partir. Ça se comprend. C'est un handicap quand même pour l'action syndicale.

Comment ils réagissent ? Je suis peut-être pessimiste mais les travailleurs ne croient plus à rien surtout suite aux élections du printemps. Là il y a eu un choc terrible et je les comprend, parce qu'on avait promis la lune aux élections ; mais dans l'action on

BORDEAUX

Vietnam hors du Kampuchea démocratique (Cambodge).

Meeting le vendredi 2 mars à 20 h 30 salle de l'Aiglon, Place Puy Paulins, avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchea en France. AGEG (Gabon), AGEG (Guadeloupe), ASEC, AGEM (Martinique), PCML, PCRml, UEG (Guyane).

MONTRouGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MIC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « La Chine d'aujourd'hui » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

LYON

Meeting anti-impérialiste

Le 3 mars de 15 heures à 23 heures.

15 heures : Iran ; 17 heures : Frythée ; 20 heures : Kampuchea ; 21 h 30 : Afrique-Antilles.

Cette journée aura lieu au CCO, 39, rue Courteine, Métro Charennes - 69 Villeurbanne.

AEOM, AGEG (Gabon), ASEC (Comores), UEES (Ethiopie), UNECA (Centre-Afrique), PCML, PCRml, UCFJ.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM :
PRÉNOM :
Lieu de travail :
Adresse :
Code postal :

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Saint-Etienne : le difficile chemin de l'unité

LES 50 000 manifestants de St-Etienne, le 20 février dernier ont montré à quel point le problème de l'emploi est aigu dans ce département. En cinq ans, le nombre de chômeurs a augmenté de 234 % ! St-Etienne et son bassin (vallée de l'Ondaine et vallée du Gier surtout) connaissent depuis 1973 une profonde reconversion de la très vieille industrie qui faisait de cette région, l'une des premières régions industrielles de France avec la région parisienne et le Nord-Pas-de-Calais. L'activité minière a presque disparu, la vieille industrie textile spécifique comme la rubanerie a coulé et les multiples entreprises sous-traitantes de quelques dizaines de salariés à peine, ferment les unes après les autres. Manufrance, le « phare » de la région, après une première vague de 354 licenciements est menacée de liquidation. Des restructurations importantes dans le groupe sidérurgique de Creusot-Loire, omniprésent dans tout le bassin de St-Etienne (9 250 salariés), jettent sur le pavé directement ou indirectement des centaines de travailleurs. Après les lentes réductions d'effectifs par mutation ou pré-retraites, la direction a annoncé 135 licenciements dans l'établissement de Firminy et 728 à Marrel Rive-de-Gier.

La vieille industrie stéphanoise se modernise sur le dos de milliers de travailleurs. La classe ouvrière de toute la région a elle aussi son passé et ses traditions de luttes, souvent très dures, à Peugeot par exemple. Au début du mois de février, un affrontement très violent a opposé les travailleurs de la vallée du Gier à des milices patronales qui tentaient de prendre une usine occupée depuis presque deux ans, J.B. Martin à St-Chamond. Devant la colère des travailleurs, la milice a dû reculer et les dix cars de CRS arrivés sur les lieux n'ont pas osé intervenir. Pour beaucoup de syndicalistes et de travailleurs, cette explosion de colère est le signe que malgré toutes les difficultés auxquelles se heurte la lutte syndicale depuis des années, les vieilles traditions ne sont pas mortes, et le rapport de force existe. Mais il reste la question qui se pose aussi dans la Loire, « *quoi faire après le 20 ? Construire l'unité, coordonner les luttes, mais comment et pourquoi faire ?* ». C'est ce que nous expliquent tous les syndicalistes que nous avons rencontrés dans notre enquête. En même temps qu'une réelle confiance dans les possibilités de la lutte, ils nous ont expliqué les difficultés qu'ils rencontrent pour l'organiser, pour lui donner des perspectives, pour lutter contre le racisme et la division.

Voici en particulier les témoignages de deux délégués de Creusot-Loire et un de Manufrance.



50 000 personnes à la manifestation du mardi 20 mars à St-Etienne.

Manufrance A la veille d'une étape décisive

LA lutte se poursuit chez Manufrance. Le 27 février, les travailleurs ont débrayé et retenu plus d'une heure le PDG lors d'une réunion du conseil d'administration. Ils ont exigé des précisions sur l'avenir de l'entreprise. Le PDG a fait état de crédits trouvés auprès d'organismes professionnels comme la Matmut et la Macif... Les travailleurs se trouvent confrontés à une situation

bien particulière, puisque le principal actionnaire est la municipalité, dirigée depuis 1977 par le PCF.

Un délégué CGT de Manufrance a accepté de nous parler des problèmes de cette lutte, en particulier pour ne pas laisser la mobilisation des travailleurs à la remorque des démarches du maire pour trouver un patron...

A Manufrance, on se place dans un contexte qui est diffé-

rent d'autres boîtes, du fait qu'on est de 70 % à 80 % du personnel syndiqué, donc, s'il y a 70 % ou 80 %, c'est que les gens ont confiance dans le syndicat et la CGT représente sur ces 80 %, 70 %. Les 10 % qui restent sont à la CFDT, puisque FO n'existe plus cette année... sur le personnel, on a quand même un personnel qui nous suit, et c'est ce qui est bien, et qui fait énormément confiance à ses secrétaires de sections syn-

dicales.

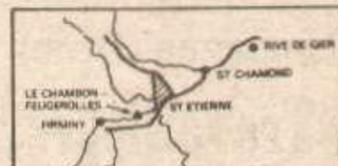
On a toujours eu, et ça je le pense réellement, des secrétaires de section qui ont été des hommes conscients et lucides, quel que soit le syndicat, et responsables...

A partir de ça, il sont prêts à nous suivre dans la lutte jusqu'au bout, et quand je dis jusqu'au bout, même à des luttes très très dures.

HR : Quelle est la tactique syndicale pour la lutte ?

— Le jeu qu'on pourrait faire, à l'heure actuelle, c'est d'occuper l'usine très vite. Et ce jeu on ne le fait pas parce que si on bloque l'outil de travail, et ça on en est tous conscients, c'est terminé, ils attendent qu'on crève ; qu'on crève comme ça, qu'on occupe pour crever.

Et on ne peut pas le faire. Mais à côté de ça, on a d'autres trucs, on a les envoyés du pouvoir ici. On a le juge-commissaire qu'ils ont nommé, et c'est un type, qui a un magasin ici à St-Etienne, bon... C'est peut-être des menaces...



HR : Manufrance, il n'a peut-être pas beaucoup de boulot, mais il a peut-être des livraisons qui sont importantes, et s'il ne peut pas les placer, ça peut le gêner, est-ce que c'est vraiment évident comme tactique qu'à l'heure actuelle d'arrêter la production à Manufrance, ça fait leur jeu ?

— Oui, c'est sûr, on s'en rend compte par plein de saloperies qu'ils nous font à l'heure actuelle, ils bloquent par exemple les voies ferrées.

On a des ennuis avec les PTT, c'est pareil. On peut demain être privés de courant, ou plutôt de force, pour que les machines

Suite page 7

Rive-de-Gier

«L'enjeu de la grève totale»

CREUSOT-LOIRE, à Saint-Etienne et dans les vallées, c'est l'usine qu'on voit partout. Ce sont sept établissements, sans compter les filiales, les sous-traitants. Plus de 9 000 salariés en tout : à Saint-Etienne (le Marais), dans la vallée de l'Ondaine (Firminy et Unieux), dans la vallée du Gier, à Saint-Chamond et à Rive-de-Gier (Marrel frères acheté depuis 1974). Le groupe est spécialisé dans la sidérurgie fine (laminage à froid) et s'oriente de plus en plus vers des fabrications plus mécaniques : scies, valves industrielles (Unieux) et tôles hyper lourdes (Marrel), mécanique lourde, locomotives (Saint-Chamond). D'autres établissements de Creusot-Loire sont moins regroupés : Nantes, Tarbes, etc., et surtout l'établissement de Dunes, près de Dunkerque, qui se spécialise de plus en plus dans la sidérurgie proprement dite.

Nous avons rencontré deux délégués, l'un de Firminy et l'autre, militant CGT, de Marrel, Rive-de-Gier.

Ce qu'il faut dire d'abord, c'est que l'entreprise employait 2 000 personnes il y a encore deux ans. Maintenant, on est exactement 1 400, c'est-à-dire qu'il y a eu 600 suppressions d'emploi par le biais des mutations, licenciements économiques à 56 ans et huit mois, plus des pressions personnelles sur les travailleurs. Et, de fait, ils sont partis. Et dernièrement, ce qu'ils ont annoncé, ça a été les 728 licenciements (...)

Dès l'annonce de ces licenciements, c'est-à-dire en septembre 1977, il a commencé à y avoir des actions. On peut dire qu'on est passé par tous les gadgets, si tu veux, ça a été des blocages d'autoroutes. Ça a été des blocages de trains. Ça a été des grèves tournantes. Ça a été des grèves perlées. Ça a été des grèves de production. Ça a été jusqu'à la séquestration. Tu a eu neuf délégués qui y sont passés, puis enfin le jugement nous a été favorable.

En plus, le ministre du Travail a refusé les licenciements que la direction demandait. D'autre part, ce qui se passe de plus en plus, par rapport à la municipalité même et au canton, c'est un certain nombre de villes mortes. Parce que là aussi on est passé par toutes les villes mortes, tu as vu dans la coin, ça a été les villes mortes, ça a été

les cantons morts, ça a été la vallée morte et le département mort, et maintenant c'est ville isolée, canton isolé, avant-hier c'était département isolé... Et de plus en plus de travailleurs se rendent compte que ce genre de choses, ça n'arrête pas les licenciements puisqu'au fur et à mesure, ils ont été capables d'en supprimer 600 et maintenant, ils annoncent les 728.

De plus en plus, le débat est : grève totale ou pas. Le débat, il reste toujours posé en sachant bien que si on partait en grève totale (de toute façon on va partir en grève totale quand les mecs vont être dehors), on va tenir un mois, un mois et demi en comprenant très bien que la coordination ne sera pas faite. Ça, les travailleurs le comprennent même au niveau des syndicats et, ma foi, quoi faire ? C'est le problème central. Alors ce qui se passe de plus en plus, c'est que la plupart des gens combattifs, ils font les grèves, ils suivent les mots d'ordre des syndicats, mais ils ne vont même plus aux manifestations. L'exemple typique, ça a été encore le 20, où on s'est retrouvé 150 à 200 à la manifestation de chez Marrel et, à la fin, nous, on a voulu aller carrément à la préfecture demander des comptes. Là, on s'est heurté violemment au service d'ordre CGT (...)